

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Les armes nucléaires

■ Le 27 septembre, le président Bush a annoncé une série de changements radicaux dans l'arsenal nucléaire américain. Exhortant l'URSS à lui emboîter le pas, il a déclaré que son pays retirerait et détruirait unilatéralement toutes ses 2 150 armes nucléaires tactiques sol-sol (obus d'artillerie nucléaire et ogives montées sur des missiles balistiques à courte portée) déployées en Europe, en Corée du Sud et aux États-Unis. Ceux-ci vont également retirer du service toutes leurs armes nucléaires tactiques navales actuellement déployées en mer, y compris les missiles de croisière mer-sol à grande portée (SLCM) et les bombes équipant les avions embarqués et les avions de l'aéronavale basés à terre. Environ la moitié de ces engins (on pense qu'il y en a entre 1 825 et 2 525) seraient détruits, tandis que le reste (dont les SLCM plus modernes) seraient entreposés dans des lieux centraux d'où ils pourraient être redéployés en cas de crise.

Quant aux armes nucléaires stratégiques, les États-Unis cesseraient de garder en état d'alerte permanente tous leurs bombardiers stratégiques, et ils feraient de même dans le cas des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) devant être détruits aux termes de l'entente START. Le pays accélérerait l'élimination de ces derniers engins (au lieu de le faire sur la période de sept ans prévue dans le Traité START). M. Bush a mis fin aux programmes ayant pour objet de rendre mobiles les MX actuels et les ICBM *Midgetman* dont le déploiement était envisagé ; par ailleurs, le missile nucléaire d'attaque à courte portée (SRAM) équipant les bombardiers stratégiques ne sera pas remplacé par un engin plus moderne ; enfin, M. Bush a créé un Commandement stratégique unifié qui sera chargé de surveiller toutes les armes nucléaires stratégiques air-sol, sol-sol et mer-sol.

Parlant ensuite des négociations officielles, M. Bush a réitéré une proposition américaine portant sur

l'élimination totale des ICBM mirvés, et il a invité l'URSS à autoriser le déploiement de certaines défenses non nucléaires contre des attaques limitées par missiles balistiques. Et finalement, afin d'aider à empêcher le recours par inadvertance ou l'emploi non autorisé d'engins nucléaires, il a proposé à l'URSS de tenir des discussions sur l'amélioration des méthodes de sauvegarde et sur les dispositifs de commandement et de contrôle.

Le président Gorbatchev a fait plus que donner suite aux propos de son homologue américain. Le 5 octobre en effet, il a déclaré que toutes les armes nucléaires tactiques sol-sol soviétiques, y compris les mines, seraient détruites ; en outre, l'URSS retirerait du service les ogives nucléaires des missiles antiaériens et toutes les armes nucléaires tactiques navales ; certaines seraient détruites, et les autres seraient entreposées en un lieu central. Le président soviétique a par ailleurs proposé que les deux superpuissances, agissant conjointement en cela, détruisent toutes leurs armes nucléaires tactiques navales et qu'elles retirent du service et entreposent toutes les bombes et tous les missiles nucléaires équipant les forces aériennes tactiques.

S'agissant des armes stratégiques, M. Gorbatchev a annoncé que l'URSS cesserait de garder ses bombardiers lourds en état d'alerte permanente et qu'elle ferait de même à l'égard de 503 ICBM (dont 134 engins mirvés) ; le pays mettrait fin à la modernisation de ses SRAM et de ses petits ICBM mobiles, et il n'augmenterait pas le nombre de ses ICBM mirvés montés sur rails ; en outre, ces engins ne quitteraient pas leurs bases permanentes. Enfin, M. Gorbatchev a fait savoir que son pays était en train de retirer de son ordre de bataille trois sous-marins munis de quarante-huit lanceurs de missiles balistiques. L'URSS est disposée à éliminer 1 000 ogives nucléaires stratégiques recensées de plus que ne l'exige l'entente START (5 000 seraient donc détruites sur une période de sept ans). M. Gorbatchev a par ailleurs préconisé d'éliminer environ la moitié du reste des armes stratégiques offensives.

Sur d'autres plans, M. Gorbatchev a annoncé un moratoire d'un an sur les essais d'armes nucléaires,

il a demandé que soit négociée la fin de la production de matières fissibles pour la fabrication d'armes, il a accepté d'amorcer un dialogue sérieux avec les États-Unis sur la sécurité dans l'emploi des armes nucléaires, il a annoncé la mise sur pied d'un seul commandement opérationnel pour toutes les armes nucléaires stratégiques de son pays ; enfin, il a exhorté chacune des puissances nucléaires à s'engager à ne jamais recourir la première aux armes atomiques.

Les 17 et 18 octobre, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN ont applaudi aux déclarations des États-Unis et de l'URSS et ils ont décidé de réduire de moitié le nombre d'armes air-sol existant dans l'arsenal de l'Organisation en Europe, nombre qui passe ainsi d'environ 1 400 à 700. Si l'on ajoute à cela l'élimination de 700 missiles balistiques à courte portée et de 1 500 obus d'artillerie nucléaire, on obtient une réduction de 80 p. 100 des stocks existants d'armes nucléaires «pré-stratégiques» de l'OTAN.

Les armes nucléaires tactiques de la France ne sont pas touchées par les coupes effectuées par l'OTAN, mais ce pays a annoncé en août qu'il construirait seulement trente missiles balistiques à courte portée *Hades*, au lieu de 120, et qu'il les entreposerait directement.

Les armes biologiques

■ La Troisième Conférence d'examen de la Convention de 1972 sur les armes biologiques et à toxines a eu lieu à Genève du 9 au 27 septembre. Les 118 parties ont notamment convenu d'assujettir aussi aux règles sur les échanges de données les programmes de recherche sur la défense biologique et les installations de production des vaccins, et de s'assurer que les agents biologiques, les toxines, les armes, l'équipement ou les vecteurs connexes ne sont pas transférés à d'autres États risquant de servir à des fins illégales.

Les transferts d'armes

■ Comme ils en avaient convenu à Paris en juillet dernier, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se sont de nouveau réunis en octobre à Londres pour élaborer des lignes directrices sur le transfert des armes conventionnelles, surtout au Moyen-Orient. Les lignes directrices, qui ont une

portée mondiale, énoncent trois critères devant régir les transferts et elles mettent l'accent sur les besoins légitimes d'auto-défense des bénéficiaires. Le document exhorte les parties à éviter les transferts risquant d'aggraver des conflits armés en cours, d'accroître les tensions dans une région donnée, ou de nuire gravement à l'économie d'un pays bénéficiaire. Quant au Moyen-Orient, les Cinq (qui fournissent 85 p. 100 des armes aboutissant dans la région) ont convenu de se tenir mutuellement informés sur tous les transferts de gros systèmes d'armements dans cette partie du monde. Ils ont aussi réaffirmé l'importance d'assujettir à des contrôles stricts à l'échelle de la planète l'exportation des équipements associés aux armes de destruction massive.

Les armes défensives et spatiales

■ Aux pourparlers américano-soviétiques sur les armes défensives et spatiales, qui ont eu lieu à Genève en octobre, les États-Unis ont accepté pour la première fois de discuter de limites bien définies quant à l'engorgement et au calendrier d'exécution des déploiements de dispositifs de défense, afin de modifier en conséquence le système GPALS (Protection globale contre des frappes limitées) dont ils envisagent de se doter. Voilà qui supposerait le remplacement ou la modification du Traité ABM de 1972, qui limite les défenses contre les missiles balistiques à 100 intercepteurs basés au sol, à un seul endroit. Le GPALS, quant à lui, nécessiterait 750 intercepteurs terrestres et 1 000 engins spatiaux, ce qui constituerait un réseau capable d'arrêter jusqu'à 200 ogives en même temps.

Depuis le coup d'État raté du mois d'août, l'URSS s'est montrée de plus en plus désireuse de coopérer avec les États-Unis pour construire de telles défenses contre des attaques nucléaires déclenchées par inadvertance, non autorisées, ou lancées par des tierces parties. Cependant, les États-Unis ont nié avoir dit qu'ils étaient prêts à aider l'URSS à se doter d'un tel système, ou qu'ils envisageraient de partager leur technologie avec elle. □

— RON PURVER